



Madame Elisabeth BORNE
Première ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Paris le 15 mars 2023

Madame la première ministre,

Nos réseaux, représentatifs de l'ensemble des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) organisés en collectif, tiennent à vous alerter sur une situation qui bloque la création d'emploi et les services d'utilité sociale et territoriale associés.

En effet, le Gouvernement avait acté une trajectoire de développement, notamment via un Pacte d'ambition pour l'IAE et des mesures du programme France relance. Les SIAE sont aujourd'hui véritablement stoppées dans leurs engagements dès ce début d'année 2023 par l'application immédiate et non anticipée d'une phase dite de « consolidation » qui se traduit sur les territoires par une restriction du nombre de postes d'insertion conventionnés faute de crédits suffisants, au détriment des personnes les plus en difficultés pour accéder à l'emploi qui sont notre raison d'être.

A la veille d'un processus de co-construction de la nouvelle feuille de route pour l'Insertion par l'activité économique, nous rappelons que les SIAE sont porteuses, dans toute leur richesse et leur diversité, d'une dimension entrepreneuriale - marchande ou non. Le budget actuel n'offre pas la visibilité ni les marges de manœuvre pourtant indispensables à un pilotage serein, pour les structures comme pour les services de l'Etat, dans une logique de développement économique et social.

Cette situation met en péril les emplois créés et en cours de création, ainsi que l'activité de l'ensemble des SIAE du territoire qui ont engagé des investissements et des moyens humains dans des projets de développement (projets soutenus et en cours dans le cadre des FDI, zones blanches, milieu pénitentiaire...).

En effet, le budget déployé sur les territoires, structuré sur la base de consommations estimées à la fin d'année 2022 et de projections linéaires en matière de croissance des projets, ne traduit pas les capacités et les besoins réels des structures en 2023.

Dans ce contexte, nous tenons à attirer dès maintenant votre attention sur la nécessité d'abonder le budget de l'insertion par l'activité économique dans les semaines à venir. Nos réseaux ont chiffré cet abondement à 95 M€. Notre estimation se base sur les ETP cibles inscrits en loi de finance 2022, qui nous semblent représentatifs du besoin des structures de l'IAE en 2023 pour consolider et concrétiser les projets déjà engagés.

Notre collectif est à votre disposition, pour tout échange sur ce sujet primordial pour l'ensemble des structures d'insertion par l'activité économique.

Nous vous prions de croire, Madame la première ministre, à l'assurance de notre plus haute considération.

David HORIOT, Président, CHANTIER école

Laurent PINET, Président, Coorace

Antoine SUEUR, Président, Emmaüs France

Pascal BRICE, Président, Fédération des Acteurs de la Solidarité

Luc DE GARDELLE, Président, Fédération des Entreprises
d'Insertion

Jacques LIMOUZIN, Président, Le Mouvement des Régies

Patrice DOURET, Président, Les Restos du Cœur

Dominique HAYS, Président, Réseau Cocagne

Christian DE BRUNIER, Union nationale des associations
intermédiaires

Copie :

Monsieur Olivier Dussopt, ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Inclusion